

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface – Des regards de juristes sur la prostitution</b>	7
Steve GILSON	
I. Préliminaires : d’abord raconter des histoires	7
II. Le projet : un état des lieux juridiques	12
III. Brève présentation de l’ouvrage	15
<b>La prostitution au regard du droit pénal</b>	19
Nathalie COLETTE-BASECQZ et Elise DELHAISE	
Introduction	19
I. Contexte, notions et évolution législative	20
A. Contexte	20
B. Notions	21
C. Évolution législative	24
II. Les incriminations pénales et leurs éléments constitutifs	27
A. Corruption de mineurs (art. 379 C. pén.)	27
1. Éléments constitutifs	28
2. Circonstances aggravantes	29
B. Exploitation de la prostitution	30
1. Embauche, entraînement, détournement ou rétention pour satisfaire les passions d’autrui	30
2. Tenue d’une maison de débauche ou de prostitution	33
3. Vente, location ou mise à disposition aux fins de prostitution de chambres ou de tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal ou « proxénétisme immobilier »	36
4. Exploitation, de quelque manière que ce soit, de la débauche ou de la prostitution d’autrui	38
C. Obtention de la débauche ou de la prostitution d’un mineur (art. 380, § 4, 5° C. pén.)	40
1. Éléments constitutifs	40
2. Circonstances aggravantes	41
D. Assistance à la débauche ou à la prostitution d’un mineur (art. 380, § 6, C. pén.)	41

1. Éléments matériels	41
2. Élément moral	42
E. Provocation à la débauche (art. 380bis C. pén.)	43
1. Éléments constitutifs	43
2. Circonstance aggravante	45
F. Publicité pour une offre de services à caractère sexuel (art. 380ter C. pén.)	45
1. Publicité pour des services à caractère sexuel destinée spécifiquement à des personnes mineures ou proposant des prestations de nature sexuelle effectuées par des mineurs ou des personnes prétendues telles (art. 380ter, § 1 <sup>er</sup> , C. pén.)	45
2. Publicité d'offres de services à caractère sexuel fournis par un moyen de télécommunication (art. 380ter, § 2, C. pén.)	47
3. Publicité en vue de la prostitution ou de la débauche (art. 380ter, § 3, al. 1 <sup>er</sup> , C. pén.)	48
4. Incitation à l'exploitation de mineurs ou de majeurs à des fins sexuelles par un moyen quelconque de publicité à l'occasion d'une offre de services (art. 380ter, § 3, al. 2, C. pén.)	49
III. Questions de procédure pénale	50
A. Prescription de l'action publique	50
B. Compétence extraterritoriale des juridictions belges	51
IV. Les sanctions pénales	52
A. Les peines principales	52
1. Objet	52
2. Effet des circonstances aggravantes	53
3. Les peines applicables après correctionnalisation	55
B. Les peines accessoires	56
1. Les interdictions	57
2. La fermeture de l'établissement	58
3. La confiscation spéciale	59
4. La transmission de la partie pénale du dispositif de la décision judiciaire à l'employeur	61
C. Le régime de la tentative	61
D. Le régime de la participation	62
E. Le régime de la récidive	63

F. Le régime du concours d'infractions	64
G. La suspension, le sursis et la probation	65
Conclusion	67
<b>Le droit et le contentieux administratifs face à la prostitution</b>	<b>69</b>
David RENDERS, Aurore PERCY et Esther ROMBAUX	
I. Le pouvoir de police administrative de la commune en matière de prostitution	69
A. Les fondements de l'intervention	70
1. La Convention internationale du 21 mars 1950	70
2. L'article 121 de la N.L.C.	72
3. L'article 134 <sup>ter</sup> de la N.L.C.	74
4. L'article 134 <sup>quater</sup> de la N.L.C.	75
5. L'article 134 <sup>quinquies</sup> de la N.L.C.	77
6. L'article 134 <sup>sexies</sup> de la N.L.C.	79
7. L'article 135, § 2, 2 <sup>o</sup> et 7 <sup>o</sup> , de la N.L.C.	80
B. Les manifestations de l'intervention	81
1. La fermeture d'établissement	82
2. La lutte contre la prostitution dans certains endroits	84
3. La répression du racolage et des comportements incivils aux abords des lieux de prostitution	86
4. Les zones de concentration de la prostitution	87
5. Les autorisations d'exploitation	87
II. Le pouvoir fiscal de la commune en matière de prostitution	89
A. Les fondements de l'intervention	90
1. L'article 170, § 4, de la Constitution	90
2. L'article 172 de la Constitution	94
B. Les manifestations de l'intervention	94
1. Les règlements-taxe sur les spectacles à caractère érotique ou pornographique	95
2. Les règlements-taxe sur les serveuses et serveurs de bar et autres établissements analogues	99
3. Les règlements-taxe sur les maisons de rendez-vous et sur l'occupation de carrées	102
III. Le pouvoir de contrôle du Conseil d'État en matière de prostitution	105
ANTHEMIS	205

A.	L'intérêt aux contentieux de l'annulation et de la suspension	105
1.	Le contenu de l'exigence	105
2.	La mise en œuvre de l'exigence en matière de prostitution	110
B.	Le risque de préjudice grave et difficilement réparable ou l'urgence au contentieux de la suspension	119
1.	Le contenu de l'exigence	119
2.	La mise en œuvre de l'exigence en matière de prostitution	121
 <b>Les travailleurs du sexe et le droit social : une rencontre inévitable</b>		 129
Caroline CANDITO, Maureen DEGUELDRE, Quentin DELEUZE, Steve GILSON et Nathalie HAUTENNE		
	Introduction	129
I.	Objet de la contribution	129
A.	Reconnaître un cadre juridique hésitant	129
B.	Aborder une approche pragmatique centrée sur la protection des droits sociaux fondamentaux des travailleurs	130
C.	Éviter les amalgames et la banalisation	134
D.	Limites de l'analyse	135
II.	Plan de l'exposé	135
A.	Quelques principes généraux relatifs à l'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs du sexe	136
1.	La place de la qualification par les parties de leur convention	137
2.	Le régime des travailleurs salariés	138
3.	Le régime des travailleurs indépendants	141
B.	La problématique du contrat de travail pour les travailleurs sexuels	142
1.	Le consentement	143
2.	L'objet et la cause du contrat	146
3.	L'exception à la nullité en droit du travail : l'article 14 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	172
4.	L'exception à la nullité en droit de la sécurité sociale : l'article 4 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs	176
C.	L'exercice indépendant de l'activité de prostitution	177

1. Principe	177
2. Conséquences	178
3. Risque de la fausse indépendance	180
4. Embûches sur le plan pratique à l'assujettissement des travailleurs sexuels au régime des travailleurs indépendants	180
Conclusion	183
<b>Aspects fiscaux de la prostitution et des activités qui y sont liées</b>	187
Enguerrand MARIQUE, Alice PIRLOT et Edoardo TRAVERSA	
Introduction	187
I. Impôt des personnes physiques	188
A. Revenus professionnels	188
1. Taxation d'office ou requalification des revenus par l'administration	188
2. Déductibilité des frais professionnels	191
B. Revenus divers	193
II. Taxe sur la valeur ajoutée	194
A. Assujettissement à la T.V.A.	195
1. Exercice d'une activité économique	195
2. De façon habituelle	197
3. De façon indépendante	197
B. Qualification de l'activité économique : prestation de service	197
III. Après la fraude...	198
A. Blanchiment de capitaux	198
B. Régularisation fiscale	199
1. La régularisation fiscale des prostituées	199
2. La régularisation fiscale en lien avec le droit pénal	200
Conclusion – Le droit fiscal : un droit neutre mais moralisateur ?	201